



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA HTE GARONNE  
COMMUNE DE LABEGE

N° : 216A-2024

Nomenclature : 6.1

Publication numérique le : 30.08.2024

**ARRETE MUNICIPAL  
TRAVAUX DE SUPERSTRUCTURE DU  
VIADUC DE LA LIGNE C  
FERMETURE PAR INTERMITTENCE DE  
LA TOLOSANE  
DU 16/09/2024 AU 17/12/2024**

Le maire de la commune de LABEGE,

- Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et ses articles L.2212-1 à L.2212-5 et L.2213-1 à L.2213-4 ;
- Vu le Code de l'Environnement et ses articles L.171-8, L.541-46, L.571-17 et R.541-78 ;
- Vu le Code de la Route et ses articles L.411-1, R.110-1, R.110-2, R.411-5 à R.411-28, R.412-7 à R.412-33, le R.417-3 et ses articles R.417-10 et R.417-12 ;
- Vu le Code Pénal et son article R.610-5 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et ses articles R.1336-5, R.1336-6 à R.1336-11 ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et son article L.511-1 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière et ses articles L.113-1 et R.113-1 ;
- Vu l'arrête interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 - livre I-huitième partie : signalisation temporaire ;
- Vu le règlement sanitaire départemental de la Haute-Garonne ;
- Vu l'arrêté préfectoral de la Haute-Garonne numéro 083 du 23 juillet 1996 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et son article 04 ;
- Vu l'arrêté permanent numéro 047A 2021 du 08 juin 2021 portant réglementation des bruits et prévention des nuisances sonores sur la commune de Labège ;

- Vu la demande de l'entreprise demandeuse BOUYGUES TP RF représentée par Pierre Emmanuel Henaff ([pe.henaff@bouygues-construction.com](mailto:pe.henaff@bouygues-construction.com) / 06-61-00-40-97) sise, 25, avenue de Galilée 31130 Balma ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux temporaires sur le domaine public, il y a lieu de réglementer momentanément la circulation, le stationnement des véhicules, le passage des piétons, la sécurité des ouvriers et des usagers aux abords de cette zone de travaux pendant toute la durée des travaux ;

Considérant qu'une mesure particulière doit être prise dans l'intérêt de la sécurité publique.

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Dans la période du 16/09/2024 au 17/12/2024 inclus, sont réalisés des travaux de création de travées de viaduc entre les piles P115 et P107 dans le cadre des travaux de superstructures du viaduc de la ligne C sur la commune de Labège.

En raison des travaux effectués par l'entreprise bénéficiaire qui se déroule sur le domaine public à Labège, un alternat par homme trafic sera mis en place ponctuellement sur la Tolosane quand il y aura un levage.

La Tolosane sera fermée par intermittence à la circulation de tous types de véhicules et une déviation sera mise en place par l'Occitane le temps des travaux.

En fonction de l'avancée et des phases de travaux d'autres axes routiers seront fermés par intermittence dont l'accès au centre commercial Carrefour, la sortie du centre commercial sur le rond-point et la sortie du centre commercial Carrefour par le shunt du rond-point.

Le stationnement de tous types de véhicules est interdit sur la zone de travaux.  
Le dépassement de tous types de véhicules est interdit sur la zone de travaux.  
La circulation des piétons sera interdite mais une continuité piétonne est assurée en amont et en aval du chantier.

### **ARTICLE 2 :**

L'accès et le libre accès aux véhicules de secours, d'urgence sont possibles et facilités pendant toute la durée de l'occupation du domaine public, de jour comme de nuit.

### **ARTICLE 3 :**

Les signalisations de restrictions seront conformes aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La pose, le maintien ou le retrait de la pré-signalisation, de la signalisation de

danger, prescription, restriction, fin de prescription et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité exclusive de l'entreprise bénéficiaire.

#### **ARTICLE 4 :**

Dans le cadre de travaux temporaire sur le domaine public, le permissionnaire s'engage à veiller à ne pas troubler la tranquillité publique, de ce fait, l'entreprise en charge des travaux doit respecter les mesures suivantes :

- ~ Prendre toutes les précautions pour limiter le bruit (mauvaise orientation des engins vis-à-vis des habitations, ...) ;
- ~ Respecter les conditions d'utilisation ou d'exploitation des matériels ou équipements (mauvais entretien, non-conformité des engins utilisés, ...) ;
- ~ Les travaux bruyants sur la voie publique ainsi que les chantiers proches des habitations devront être interrompus entre 20 h 00 et 07 h 00 et toute la journée des dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente.
- ~ Ne pas avoir de comportement anormalement bruyant.

#### **ARTICLE 5 :**

Les voies et espaces publics doivent être tenues propres, les entreprises doivent veiller à ce que le domaine public aux abords du chantier soit laissé propre, toutes dispositions doivent être prise afin de nettoyer sans délai les chantiers et leurs abords.

Les déblais de chantiers non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge ou site autorisé à recevoir les matériaux extraits par les soins de l'occupant ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Il doit être veillé également au nettoyage complet des espaces alentours et des voies directement impactées par les salissures du chantier, le maintien des dispositifs de sécurité de la signalisation et de la clôture de chantier est obligatoire les veilles de week-end, jours fériés et jours de congés de l'entreprise.

En cas de défection, la commune se réserve le droit de s'y substituer, les frais induits d'intervention et de procédure seront portés à la charge de l'entreprise en charge de ce chantier.

#### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté municipal temporaire est affiché obligatoirement sur le lieu d'intervention 48 heures à l'avance et pendant toute la durée des travaux de manière visible sur des supports semi-rigides à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise bénéficiaire en charge des travaux conformément aux mentions stipulées dans l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté municipal temporaire.

En cas de manquements, les chantiers seront arrêtés sur le champ.

Dès la fin des travaux entrepris, les panneaux de signalisation temporaire, les dispositifs de sécurité, engins de chantiers, matériels et matériaux de toutes sortes devront être obligatoirement enlevés par l'entreprise bénéficiaire en charge des travaux.

Toutes infractions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté municipal temporaire est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux et places habituels de la commune de Labège.

#### **ARTICLE 8 :**

M. le Maire de la commune de Labège ;  
M. le Directeur Général des Services de la commune de Labège ;  
M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Orens de Gameville ;  
Les agents de la police municipale de Labège ;  
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **ARTICLE 9 :**

Ampliation du présent arrêté municipal temporaire sont adressés à :

Aux demandeurs et bénéficiaires.  
SICOVAL.  
TISSEO.

Fait à Labège, le 30.08.2024  
Pour copie conforme

**Le maire**

  
**Laurent Chérubin**



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.